

M. Claude Vetterli  
Chef de la Division de l'enseignement  
gymnasial et professionnel  
Rue St-Martin 24  
CH-1014 Lausanne

Lausanne, le 30 septembre 2015

**Réponse à la consultation sur la grille de l'École de culture générale option « Communication et information » (COINF)**

Le SSP-Enseignement remercie la DGEP de le consulter sur l'objet susmentionné et lui expose ci-dessous sa position.

L'École de culture générale au sein des gymnases est une exception vaudoise que le SSP-Enseignement accueille positivement parce qu'elle favorise, de par son cadre pédagogique et culturel, une formation humaniste, privilégiant des approches permettant de développer une réflexion pour appréhender le monde, pour acquérir un esprit critique et des connaissances variées dans de nombreux domaines. L'acquisition d'outils par l'élève n'y constitue ainsi qu'une première étape vers l'expression et le développement d'une pensée citoyenne et autonome.

Or le SSP-Enseignement doit constater que la nouvelle option « Communication et information », telle qu'elle est aujourd'hui proposée, rend impossible cette approche, de par sa conception standardisée et professionnalisante.

Nous dénonçons en outre fortement les perspectives énoncées par la CDIP de cette option; tout particulièrement lorsque celles-ci affirment que «[d]e citoyens à convaincre, nous sommes devenus des consommateurs à séduire, pour être aujourd'hui des utilisateurs potentiels qu'il s'agit de mobiliser. ».

Une telle vision étreinte, définitive, de la société et des femmes et hommes qui la font a de quoi inquiéter lourdement. Comment est-il possible qu'une institution garante de la qualité d'une formation puisse à ce point se soumettre à des diktats de ce type ? Comment est-il possible de se livrer à des considérations aussi unilatérales et primaires ? Chaque élève ne mérite-t-elle - il pas qu'on lui apporte les outils de réflexion pour échapper à de telles inepties ?

Dans ce contexte, il est d'autant plus problématique que les plans d'études de certaines disciplines censées définir l'identité de la nouvelle option ne soient à ce jour pas ou quasi pas définis; en effet le flou qui envahit, par exemple, la discipline « Éthique » ou encore celle d' « Art et webdesign » n'est pas acceptable. Cette première, sortie de tout contexte, doit-elle être rattachée à la philosophie ? Au journalisme ? À l'économie ? Nous voyons

bien ici quels glissements sont possibles, glissements vers une discipline « prétexte » qui ne pourrait que contribuer à rendre son contenu insaisissable, déstructuré et déstructurant pour les élèves. Et qu'apprendra-t-on dans le « cadre » de l' « Art et webdesign » ? Quel-le professionnel-le pourra / devra l'enseigner ?

Nous relevons à ce propos que plusieurs branches s'éloignent clairement des disciplines étudiées par les enseignant-e-s dont les hautes compétences, attestées, sur les plans académique, pédagogique et didactique, concernent des disciplines précises.

Devront-elles-ils alors subir à nouveau des pressions pour suivre des formations supplémentaires dans des conditions inacceptables et rendant difficile l'exercice de leur profession au quotidien ? Le SSP-Enseignement refusera toute tentative de la sorte; en effet, si nous insistons sur le fait que les enseignant-e-s doivent être formé-e-s pour ce qu'ils-elles enseignent, nous nous opposerons fermement à ce qu'on leur impose - directement ou en faisant du chantage à l'emploi - selon cette même logique, des formations pour de nouvelles disciplines.

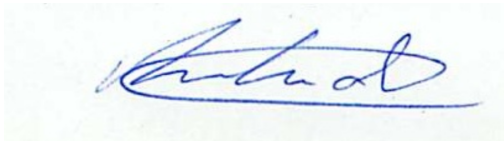
Nous pensons donc que l'École de culture générale option « Communication et information », telle que présentée, constitue un danger pour la formation gymnasiale telle que nous la concevons, dans son ensemble, tant pour la voie maturité que pour celle des autres options existantes de culture générale. Une introduction de cette option dans un cadre qui ne lui sied pas risque en effet d'influencer de manière néfaste ce dernier. Il en va ainsi de la conception même d'une formation gymnasiale et de ses contenus. Il en va aussi du statut des enseignant-e-s dans les gymnases directement lié à la nature de la formation qu'elles-ils dispensent ainsi qu'aux tâches effectuées. Nous combattons avec détermination toute tentative de créer au sein même des gymnases des profils et donc des statuts d'enseignant-e-s distincts. Nous lutterons fermement contre toute tentative de dévaloriser notre travail.

Au vu de ce qui précède, le SSP-Enseignement considère que l'École de culture générale option « Commerce et information » telle que présentée ne peut être intégrée au sein des gymnases du canton et refuse ainsi l'entrée en matière sur la consultation proposée.

Pour le SSP-Enseignement

Cora Antonioli  
(présidente)

Raphael Ramuz  
(secrétaire)

A blue ink signature of Cora Antonioli, written in a cursive style.A blue ink signature of Raphael Ramuz, written in a cursive style.